LÉO MOULIN

Socialisation et consensus politique

1. *Socialisation*

Par *socialisation*, on entend les divers processus que chaque groupe met en œuvre pour faire intérioriser, c'est-à-dire admettre et assimiler par les individus qui le composent, les normes, les sentiments, les croyances, les attitudes, les conduites, les « schémas communs de pensée, de perception, d'appréciation et d'action » (Cot et Mounier), les *socially relevant behaviour* (N. Adler et Ch. Harrington), le *complex of organized habits, sentiments, and social attitudes* (R. E. Park et E. W. Burgess), qui sont les siens.

2. *Objectifs des socialisations*

Les divers processus de socialisation visent avant tout :

a) A assurer la continuité, la stabilité, le développement, la « reproduction » du groupe, par l'établissement et le maintien d'un système et de sous-systèmes « en état d'ajustement réciproque relatif », dans lequel « les attentes, les rôles et les attitudes des individus correspondent à ce que les structures normatives de la société (ou de tout autre groupe) en attendent d'eux » (G. Germani) ; où les conflits sont résolus au sein des structures prévues à cet effet (ce que H. M. Kallen appelle *The co-operative resolution of conflicts*) ; où les déviances sont, jusqu'à un certain point, tolérées ;

b) A assurer l'intégration des individus dans la société (le groupe) ainsi intégrée. En agissant conformément aux interdits et aux impératifs du groupe, l'individu, s'il est parfaitement socialisé (certains diront : grégarisé), peut croire agir librement et sous la dictée de sa conscience.

On atteint de la sorte un certain degré de consensus, politique dans le cas qui nous occupe.

Ce consensus peut avoir, selon les cas et les moments de l'histoire, des fondements uniquement, ou principalement, magico-religieux, religieux, socio-culturels, historiques, « raciaux », politiques, idéologiques (1).

3. *Les diverses espèces de socialisation*

On distingue diverses espèces de socialisation suivant la nature du groupe qui les met en œuvre ; la socialisation *sociétale* qui vise à intégrer les individus dans une société donnée ; la socialisation *nationale* (qui, dans sa plénitude, aboutit au *patriotisme*), provinciale, régionale ; la socialisation *politique* qui induit le citoyen à accepter un certain régime politique, à respecter les règles qui en assurent le bon fonctionnement *(civisme)* et la vision de l'homme et de la cité qui en fondent le consensus. Viennent ensuite la socialisation *idéologico-partisane* (exercée par les partis ou les courants idéologiques afin d'assurer la vigueur de « l'esprit de parti », « l'assimilation de la ligne » du parti, l'autoconditionnement de leurs affiliés, etc.) ; la socialisation *militaire* (par le *drill* et le déploiement de fastes régimentaires qui tendent à créer l'*esprit de corps*) ; la socialisation *religieuse* (qui, en assurant l'unité de la foi, fait naître la *communion* des fidèles).

Chacun de ces processus de socialisation est orienté vers un objectif bien défini : celui d'intégrer, aussi parfaitement que possible dans le groupe qui y a recours, les individus qui le composent. Autrement dit : celui de créer les conditions d'un consensus unanimitaire, « spontané », *ut sint unum* (2).

Dans les sociétés où le consensus est profond, chacun des processus de socialisation qui viennent d'être cités concourent pour assurer l'achèvement des autres processus, et du consensus *politique* en particulier.

Une socialisation sociétale réussie doit normalement induire l'individu à aimer la société dont il est membre et le faire militer (par exemple) pour défendre politiquement le style de vie qu'elle lui propose. Le civisme poussera le citoyen à « s'occuper de politique ». L'amour de la patrie, inculqué par la socialisation nationale, amènera

(1) « L'idéologie... est le régime soviétique lui-même », écrit A. Besançon in *Les origines intellectuelles du léninisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

(2) Pour une analyse moins schématique, cf. *Léo* Moulin, *Les socialisations, sociétés-Etat*, Paris, Théories Duculot (1975), avec bibliographie, coll. « Sociologie nouvelle ».

le citoyen à prendre conscience de l'importance des problèmes politiques que pose sa protection. La religion incitera le croyant à n'être pas indifférent au sort (politique) de ses frères. Le service militaire sera un témoignage de son civisme, et ainsi de suite.

4. *Généralité des socialisations*

Aucune société, aucune nation, aucun groupe, aucun régime politique, ne peut exister sans un minimum de consensus sur les finalités qui l'animent. Or aucun consensus n'est spontané. C'est pourquoi aucun groupe ne peut s'édifier sans recourir aux diverses socialisations dont il vient d'être question. Si le consensus n'est pas atteint, si le minimum requis pour assurer la survie du groupe se dissout, un autre consensus se créera. L'homme va donc d'un consensus à un autre consensus, d'un régime politique qui « tenait » parce qu'il avait le consentement, tacite ou explicite, de la majorité, silencieuse ou non, des citoyens et qu'il l'a perdu, à un régime plus exigeant, qui fera, ou imposera — en fait qui fera et imposera d'un seul mouvement — le consensus indispensable à la vie de la cité. Les processus de socialisation, antérieurs et extérieurs aux individus qui composent la société comme aux citoyens qui participent à la vie politique, sont donc toujours à l'œuvre, dans quelque société ou régime politique que ce soit. C'est la condition *sine qua non* de toute vie en commun.

Les différences portent sur le contenu politique du consensus, la doctrine, l'idéologie, les mythes enseignés ; sur les moyens utilisés par l'Etat (ou par le parti) pour assurer l'endoctrinement voulu ; sur la qualité et l'intensité des déviances qu'il lui semble pouvoir supporter (3) ; autrement dit sur le degré de cohérence structurelle idéologique, civique, socioculturelle, de consensus, que l'Etat (la nation, le parti) entend assurer, et qui peut aller jusqu'à exiger non pas seulement le ralliement dans l'action à la décision de la majorité, mais encore et surtout l'adhésion du cœur et de l'intelligence.

Il faut beaucoup d'ingénuité sociologique (et nourrir beaucoup d'illusions pélagiennes sur la nature de l'homme) pour croire qu'une société, un groupe, un régime politique puisse jamais exister sans un consensus créé, conditionné, imposé, par les mille canaux des socialisations.

Faut-il appeler « violence », « coercition », cette socialisation de l'individu ? Je ne le crois pas. Les socialisations, écrivent Bourdieu

(3) Sur la conscience qu'a le groupe des menaces qui pèsent sur sa vie.

et Passeron, sont « un substitut spécialement efficace de la contrainte physique ». C'est vrai (dans une certaine mesure) ; mais le mot remarquable, selon moi, est, ici, le mot « substitut » et non le mot « contrainte ». Parlant de rapports de « subordination et de dominance historique », qui existent dans toutes les sociétés animales, J. Le Masne et J.-P. Signoret écrivent que ceux-ci assurent « une solution non violente (et d'ailleurs fort « ritualisée ») aux situations de conflit ». N'est-ce pas l'essentiel ? De même le consensus permet d'éviter les types hobbésiens ou machiavéliens de société. Il permet de faire une économie maximale de coercition.

5. *Les moyens*

Les moyens mis en œuvre pour assurer les diverses formes de socialisation sont nombreux, variés (selon la nature du groupe et ses objectifs), latents ou manifestes (A. Kornberg), positifs ou négatifs, formels ou informels, conscients ou inconscients, diffus ou systématiques, idéo-affectifs ou pratiques, brutaux ou insidieux.

Parmi les principaux facteurs de la *socialisation politique* qui agissent au sein de notre société, on peut citer, outre le langage charriant à pleins bords sa part de stéréotypes (auto et hétéro), de préjugements et de préjugés, de réflexes conditionnés et de slogans, la famille, l'entourage, les pairs, les jeux et les « petits groupes » (dans l'enfance) ; l'enseignement sous toutes ses formes et à tous les degrés ; l'organisation du travail ; les groupes d'intérêt et de pression (syndicats, partis, associations diverses) ; l'opinion publique ; la vision que se fait, de la vie politique, la nation à laquelle on appartient (il suffit, pour s'en convaincre, de comparer l'image des partis politiques en Angleterre et en Italie, ou le socialisme français et le suédois) ; la province dont on est originaire (il existe des provinces traditionnellement extrémistes — pensons à la Romagne, en Italie, tout à tour fasciste effrénée et communiste ardente — et d'autres, traditionnellement modérées ou conservatrices) ; l'époque où l'on vit qui, selon qu'elle est riche ou non en moments de survoltage social, peut radicaliser ou non les opinions ; la classe sociale où l'on est né, à laquelle on appartient « objectivement », dont on croit ou veut faire partie « subjectivement » (4) ; les *media* de diffusion collective (presse écrite et parlée, publicité, littérature, cinéma, théâtre, critique, conférences, etc.) ; l'ensemble des pressions, répressions et

(4) Dans l'immense littérature consacrée à ce sujet, citons le tout récent et magistral ouvrage de Guy MICHEZAT et Michel SIMON, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP et Editions Sociales, 1977.

contraintes sociales exercées par la société ; les propagandes, liturgies, symboliques nationales, civiques, idéologiques ou partisanes ; les « religions séculières » (fascismes, communismes, nationalismes) ; les religions classiques (« révélées »), etc.

6. *L'irrationnel contre les socialisations*

Les facteurs qui viennent d'être énumérés ne sont pas seuls à agir dans le façonnage de notre personnalité politique. Ou, plus exactement, leur impact est reçu, de façon fort variable, selon les réactions d'un certain nombre de facteurs personnels, plus ou moins irrationnels et affectifs qui sont certes marqués, eux aussi, par les effets (ou les contre-effets) des socialisations, mais qui, en intervenant à contre-courant, contribuent à modeler fortement l'idiosyncrasie de chacun.

Ce sont, entre autres, les origines sociales, et les réactions de mauvaise conscience qu'elles peuvent provoquer ; les complexes, sexuels et autres ; les échecs et les réussites dans l'ordre social ; le snobisme, la nostalgie du troupeau, la capitulation devant le terrorisme intellectuel, la morgue « cléricale » de « ceux qui savent », la volonté de puissance, le catastrophisme des uns, la quête du paradis perdu des autres, etc. Ces sentiments, d'autant plus actifs qu'ils sont rarement conscients, peuvent inciter l'individu, selon les cas, soit à singer les habitudes de pensée et d'agir propres à un groupe considéré comme supérieur (« embourgeoisement »), soit à s'intégrer par conformisme, dans la société, à la place qui lui est assignée « dans l'échelle ascendante de l'envie et descendante du mépris » (Ch. Fourier), soit enfin, à se révolter contre la société (5).

Mais, si radicale que soit cette révolte, et quels qu'en soient les mobiles secrets et les motifs explicitement invoqués, elle reste, à bien des égards, et même si le coefficient individuel la marque fortement de son sceau, le fruit des diverses socialisations subies, bien ou mal, depuis la prime enfance, et aussi de l'autosocialisation (*self indoctrination*, disent les sociologues américains) qui, à partir de la puberté, prend le relais des diverses socialisations extérieures et remplit le même rôle.

Il s'ensuit que la distinction faite par David Riesmann entre *other directed*, *tradition-directed* et *inner-directed*, est contestable. Le révolutionnaire est, au même titre que le conservateur, traditionaliste

(5) Léo MOULIN, La nouvelle trahison des clercs : 1. Les clercs au service des idéologies dominantes ; 2. La véritable militance des intellectuels, in *Revue générale*, 1978.

(c'est-à-dire fidèle à certaines traditions révolutionnaires, à leur vocabulaire, à leurs rites, à leur imagerie) et manipulé (par son parti, par ses dirigeants, par sa presse, par les opinions du petit groupe qui constitue sa famille spirituelle), ce qui ne l'empêche évidemment pas de se croire *inner directed*, et peut-être de l'être, d'une certaine façon.

En fait, tout consensus social, tout engagement individuel, toute adhésion à une idéologie, comprend toujours des éléments traditionnels — il est significatif que le mot *rivolutio* se traduise par « retour au point de départ », disons : retour aux sources — extérieurs et antérieurs à l'individu, et une part d'éléments (plus ou moins) personnels. C'est la condition nécessaire et non suffisante pour atteindre à une certaine densité de consensus, d'un consensus qui ne soit ni conformisme pur *(tradition-directed)*, ni anarchie *(inner-directed)*, ni grégarisation *(other-directed)*.

7. *Les socialisations n'engendrent pas nécessairement le consensus*

Les socialisations, dans la mesure, précisément, où elles sont subies en partie inconsciemment, depuis la prime enfance, exercent donc des effets beaucoup plus profonds, beaucoup plus décisifs et beaucoup plus prolongés qu'on ne l'imagine communément. L'apprentissage de l'homme est le plus long qui existe dans la nature. C'est pourquoi à la limite, il est permis de dire que l'homme est le plus socialisé (d'aucuns diront : le plus domestiqué) de tous les animaux sociaux.

Mais si telle est bien la situation, si vraiment toute socialisation est, par nature et par destination, vouée à assurer la « reproduction » consensuelle du groupe qui la met en œuvre, si l'objectif de tout consensus est d'installer et de raffermir, sous les apparences de la légitimité l'hégémonie d'une classe, de l'Etat, de la société, d'un parti, d'un pouvoir, le pouvoir du Pouvoir, en tant que tel, de quelle part de liberté réelle, en dehors d'un absolu sartrien de révolte (lui-même d'ailleurs fruit de certaines socialisations), l'homme, l'individu, le citoyen peut-il bien disposer ? Quel goût de la liberté les socialisations dont il a été l'objet lui ont-ils laissé ? Quel prix lui ont-elles appris à payer pour la conquérir et la défendre ? Le meilleur des mondes, l'utopie de Orwell ne sont-ils pas déjà en train de conquérir notre Société et nos esprits ?

La situation est peut-être moins alarmante qu'il paraît. Une remarque s'impose : jamais — sauf en de très courts moments de survoltage social — et quelle qu'ait été leur volonté d'atteindre à un degré maximal (totalitaire) de socialisation des individus, aucun régime politique, aucune idéologie, aucune église, aucune nation en

armes, n'ont réussi à assurer l'intensité, la permanence, l'irréversibilité du consensus auxquelles ils aspiraient.

Jamais, ils n'ont réussi à éviter — du moins jusqu'ici — que des dissensions se fassent jour dans leurs rangs, mettant ainsi à nu le fait que le consensus unanimitaire, la parfaite et totale unité des groupes — classe, parti, patrie, église, société — était un mythe.

Même dans les régimes de « démocratie » monolithique, où pourtant tous les moyens, toutes les formes de socialisation convergent, en permanence, vers un seul et même objectif, à savoir la parfaite, totale et irréversible intégration des individus dans un consensus sans faille : *cujus regio, ejus religio*, cet objectif est loin d'être atteint, au point que, sans l'emprise absolue des polices, l'apparent consensus qui règne dans les sociétés de ce type s'évanouirait à l'instant.

8. *Aux sources d'un consensus conflictuel*

Dans les régimes de démocraties pluralistes, ou polyarchiques, à consensus hautement conflictuel (ou à dissensus parfois consensuel ?), la situation est tout autre. Les processus de socialisation ne sont pas coordonnés, tout au plus convergents ; ils ne sont pas synchrones ; ils ne se situent pas au même niveau ; ils n'agissent pas au même moment ni avec une égale intensité ; et, surtout, *ils peuvent entrer en conflit les uns avec les autres*, et ils le font.

La socialisation religieuse (« Tu ne tueras pas ») peut s'opposer à telle ou telle des exigences des socialisations nationale, civique, idéologique ou politique (par exemple, le service militaire) ou « éloigner du monde ». L'image que je me fais de la nation à laquelle j'appartiens peut m'amener à combattre le régime politique qu'elle s'est donné parce que je l'estime dangereux pour elle ou indigne d'elle. Civisme et patriotisme ne coïncident pas nécessairement : « Vous êtes d'un pays, dit (à peu près) Montherlant, où il y a du patriotisme par saccades, et du civisme, jamais. » Certaines formes de socialisation idéologico-partisane peuvent induire le citoyen à vouloir briser le consensus social ou civique traditionnel.

Les socialisations idéologico-partisanes ont des objectifs différents et, souvent, antagonistes. Elles peuvent inciter le citoyen soit à s'abstraire des luttes politiques soit à y participer ardemment. Enfin les conditionnements recherchés par les Etats laïcs peuvent entrer en conflit avec les objectifs des socialisations religieuses (qui, elles-mêmes, peuvent agir dans des sens très opposés).

Au total, ces tensions, sinon ces conflits, peuvent contribuer à remettre en question (et à détruire) le *consensus omnium*, l'*unio*

animorum, y compris le consensus sociétal qui, en principe, englobe tous les autres consensus.

D'autre part, à *l'intérieur* même des systèmes et des schémas de perceptions et d'actions créés par les divers processus de socialisations, si clos et si rigides qu'ils soient et veuillent être, existent, à défaut d'une totale et *radicale* liberté d'appréciation et d'interprétation, du moins des possibilités d'application, de ferveur, de dévouement, plus ou moins grandes. On peut respecter plus ou moins les interdits de la société. On peut être plus ou moins patriote, plus ou moins démocrate, plus ou moins civique, plus ou moins critique à l'égard des enseignements de l'Université, plus ou moins « intégriste » en matière de fidélité aux dogmes idéologico-partisans que l'on a adoptés, de l'*antiquae observantiae* ou de la *strictioris observantiae*. Eysenck dirait *tough* ou *tender minded*.

En outre, si « conservatrice » qu'elle soit, par définition, toute socialisation politique, en régime de démocratie pluraliste, inclut, dans son enseignement, des idéaux de liberté et d'affirmation des droits de la personne humaine, des moyens de les réaliser (plus ou moins), des structures qui permettent la révision et la transformation de la société elle-même, dans un sens conforme à ces idéaux et à cet enseignement.

Autrement dit, le consensus qui est à la base des régimes de démocratie polyarchique permet de lutter, *par certains moyens*, afin de modifier les bases mêmes du consensus. « Du passé, faisons table rase. » Par exemple, tel parti minoritaire peut mettre en question les fondements socio-économiques de la société, même si ceux-ci entraînent l'accord de l'immense majorité, le consensus tacite et explicite des citoyens, et en proposer d'autres, plus conformes à ses vues.

D'une façon générale, notre société tolère, comme inscrites dans la ligne même de son acte consensuel, la révolte amère des artistes, la critique radicale des intellectuels, la contestation des étudiants, la fronde religieuse (ou antireligieuse), l'action des groupes marginaux, de l'*underground*, des *punks*, la remise en question permanente pratiquée par la plupart des *media* de diffusion collective, le viol permanent du consensus majoritaire, par les minorités.

Enfin, nos socialisations sociale, politique et nationale sont ainsi faites que, dans les frontières d'un certain possible, elles tolèrent des formes de *déviance*, de marginalités, que celles-ci soient fonctionnelles ou pas.

Les conflits possibles entre les divers processus de socialisation ; le fait que chacun d'eux soit sujet à interprétation ; le fait que cer-

tains, dont le politique, comprennent, dans leurs structures mêmes, des mécanismes légaux de remise en question ; le fait enfin que les déviances soient tolérées font que, dans notre société du moins, les différents consensus (sociétal, national, religieux, idéologico-partisan) qui en assurent le bon fonctionnement sont sans cesse remis en question.

Cette situation contribue à créer une situation de consensus conflictuel généralisé, socialement, politiquement et culturellement instable, soit dans le court terme soit dans le long terme.

Mais aussi longtemps que le consensus minimum, indispensable à la vie de l'organisme, subsiste, les dissensions jouent un rôle positif fonctionnel, de *katharsis*, de sonnette d'alarme, de moyen de défoulement, et permettent au consensus de se refonder, par homéostasie, sur de nouvelles bases, d'ailleurs tout aussi incertaines.

9. *En conclusion*

Nous sommes loin, on le voit, du consensus, pour ainsi dire *organique*, de « l'évidente harmonie spontanée », qu'avait cru observer Auguste Comte, et loin aussi de la *conformité* des pensées, des sentiments et des actions, de « l'accord de tous les hommes sur certaines propositions que l'on *considère comme preuve* de vérité », dont, non sans quelque hésitation, parle Lalande. Mais loin, aussi, du « consensus » des termitières. Car si, on l'a dit, l'homme est sans doute le plus profondément socialisé de tous les animaux sociaux, cette particularité ne suffit pas à créer un consensus socio-politique massif, compact, profond et permanent, l'unanimité des cœurs, des actes et des esprits.

Malgré le poids de l'inné biologique et de l'acquis sociologique, l'un et l'autre considérables et prégnants, l'homme, qui jamais n'est « né libre », possède la capacité et peut trouver la possibilité de bâtir sa propre personnalité, et de « devenir ainsi son propre Pygmalion » (R. Lane).

En utilisant à plein les mécanismes prévus à cet effet par la société, en profitant des tensions et des contradictions qui existent entre les divers processus de socialisation, en répondant à l'appel de Nietzsche : « Que dit ta conscience ? Tu dois devenir celui que tu es » (et il importe que pour que celui-ci soit, lui aussi, le fruit d'une certaine socialisation), le citoyen peut, s'il en est digne, défricher le terrain d'action d'une certaine liberté.

Que ce soit vis-à-vis de la société dans laquelle il vit, du régime politique dont il est un élément, du parti où il milite, de l'Eglise où

il pric, il peut procéder à une prise de conscience qui, sans abolir jamais totalement les effets des diverses socialisations dont il a été l'objet (la prise de conscience elle-même en est un), lui permettra de faire intervenir, dans son action et dans sa pensée, plus de lucidité, plus de raison, une meilleure connaissance des faits, une plus juste perception des choses. Ainsi, de spontané, inconscient et irrationnel qu'il est, dans ses fondements et dans son agir, le consensus pourra devenir un acte de libre choix et de décision lucide.